



Une croissance économique et une gouvernance mondiale plus inclusives et durables pour le 21e siècle

Nous, les organisations d'employeurs des pays du G7, émettons cette déclaration à la conclusion du Sommet du B7 2019, tenu à Aix-en-Provence en France, les 4 et 5 juillet 2019.

Nous le faisons en nous appuyant sur la déclaration du Business 20 (B20), présentée en mars 2019, qui préconise une « société 5.0 pour les objectifs de développement durable ». Depuis des années, le B7 et le B20 n'ont cessé de souligner la nécessité d'une croissance plus inclusive et durable et d'une gouvernance économique mondiale renouvelée afin d'atteindre cet objectif.

Nous exprimons nos vives inquiétudes face à l'état actuel de multilatéralisme, qui se trouve de plus en plus menacé par la montée de stratégies nationales unilatérales. L'ordre commercial mondial est mis à rude épreuve par un protectionnisme généralisé et l'impasse dans laquelle se trouve l'Organisation mondiale du commerce. Les politiques numériques nationales non coordonnées et l'absence de règles mondiales sur le commerce numérique nuisent à la croissance et au développement économique. L'échec de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat ainsi que le renversement des politiques au niveau national par certains pays affaiblissent les efforts communs de la communauté internationale pour protéger efficacement l'environnement. Dans un monde où nos économies n'ont jamais été aussi interconnectées et les risques aussi globaux, nous appelons les pays du G7 à prendre des mesures coordonnées contre le protectionnisme et la méfiance mal dirigée à l'égard de l'économie mondiale.

Le B7 estime que l'année 2019 offre au G7 l'opportunité de s'engager dans une initiative globale et ambitieuse visant à promouvoir une croissance durable et inclusive ainsi qu'une gouvernance économique pour le 21e siècle, alors que la question des inégalités est au premier plan de la présidence française du G7.

Le G7 dispose des outils et de la crédibilité nécessaires pour générer une dynamique politique positive, un nombre croissant de gouvernements se rendant compte de l'urgence d'agir. À l'occasion du 75e anniversaire des accords de Bretton Woods ce mois-ci, les principales institutions internationales ont la possibilité de s'engager fermement dans la direction d'une réforme de la gouvernance internationale. Le G7 devrait soutenir les efforts du FMI et de la Banque mondiale en faveur de la croissance et encourager l'ONU dans ses efforts de réforme. Le G7 devrait permettre de toute urgence à l'OMC de mettre en œuvre d'importantes réformes longtemps attendues. Le G7 devrait également collaborer avec l'OIT afin de renforcer son rôle pour faire face aux nouveaux défis.

Les entreprises considèrent l'inclusion comme une stratégie visant à renforcer le potentiel économique et social des pays, des régions et des communautés sur le long

terme. En conséquence, le B7 demande au G7 d'élaborer une déclaration forte qui reflète les recommandations suivantes:

Commerce international et investissements

- 1/ Déployer tous les efforts nécessaires afin de trouver de toute urgence une solution à l'impasse actuelle concernant l'Organe d'appel de l'OMC, moderniser son Mécanisme de règlement des différends et entreprendre une profonde réforme de sa gouvernance et de son fonctionnement ;
- 2/ Elaborer un cadre plus efficace et plus rigoureux en ce qui concerne les subventions industrielles et les entreprises publiques, poursuivre les efforts pour remédier aux distorsions causées par les surcapacités industrielles ;
- 3/ Elaborer des règles multilatérales afin d'encadrer le commerce numérique, notamment par le biais d'un accord ambitieux et exhaustif sur le commerce électronique ;
- 4/ Poursuivre la libéralisation des échanges en concluant et en mettant en œuvre les initiatives multilatérales et plurilatérales en cours et en assurant un accès au marché plus équilibré et réciproque, fondé sur le poids économique et le niveau de compétitivité des membres de l'OMC ;
- 5/ Equilibrer la nécessité des politiques de sécurité nationale avec le l'ouverture au commerce et aux investissements, afin d'éviter le protectionnisme ;

Transition écologique et biodiversité

- 1/ Établir un agenda ambitieux pour relever les défis croisés du changement climatique et de la biodiversité, appliquer les décisions prises lors des précédentes conférences internationales (ex. Accord de Paris, Déclaration de New York sur les forêts) et poursuivre le débat mondial sur le prix du carbone afin d'intérioriser de manière adéquate les externalités et niveler les coûts marginaux liés à la réduction des émissions au niveau mondial ;
- 2/ Promouvoir et encourager des solutions d'utilisation efficace des ressources ainsi que la rétention de la valeur des matières secondaires afin de soutenir la croissance économique ;
- 3/ Promouvoir le financement à long terme d'infrastructures de qualité durables en adoptant une approche inclusive, en assurant la cohérence et une visibilité aux acteurs financiers et aux entreprises dans un environnement de concurrence loyale ;
- 4/ Soutenir les entreprises dans leur transition écologique avec des politiques économiques, sociales et du marché du travail qui garantissent les compétences et les qualifications requises pour les emplois existants et émergents ;

Cybersécurité

- 1/ Etablir une plate-forme internationale sur les risques cyber afin de collecter des données sur les incidents de cyberattaques dans le monde entier, dans le but d'améliorer la connaissance mondiale, de stimuler des actions communes et de prévenir des attaques ;
- 2/ Demander aux organismes internationaux de normalisation l'élaboration de normes communes en matière de cybersécurité pour des groupes de produits (ex. 5G et Internet des objets), avec une forte implication de l'industrie dans le processus ;

3/ Promouvoir la sensibilisation et l'éducation des citoyens et des entreprises sur les actions de cyber-hygiène, et travailler sur un meilleur cadre pour protéger les infrastructures critiques (ex. une définition; des exigences en termes de mesures de sécurité) ;

4/ Développer la capacité des gouvernements à lutter contre les cyberattaques, en s'appuyant sur la convention de Budapest et sur l'UNGGE, et éviter toute approche reposant sur la « justice privée » en tant qu'outil légitime dans l'espace cyber, et s'abstenir de toute initiative qui affaiblirait les fonctionnalités de cryptage ou qui nécessiterait des faiblesses ou des vulnérabilités intégrées afin d'accéder aux données des utilisateurs ;

Une nouvelle gouvernance mondiale et l'avenir du travail

1/ Lancer une initiative internationale avec pour objectif de parvenir à une gouvernance mondiale renouvelée, plus équilibrée et plus cohérente. Cela implique une collaboration accrue entre les institutions internationales et une cohérence des politiques sur les réformes de la gouvernance en faveur de la croissance ;

2/ Renforcer les politiques publiques en matière d'égalité, de diversité et d'inclusion. Encourager les initiatives volontaires des entreprises visant à réduire les inégalités de salaires et de carrière et soutenir l'entreprenariat féminin en garantissant un accès sans distinction de sexe au financement, à la formation et à d'autres services, devraient être des priorités pour les pays du G7 ;

3/ Procéder à une réforme urgente des systèmes d'éducation et de formation des pays du G7 afin d'augmenter le niveau de qualification et de fournir aux jeunes et aux adultes les compétences nécessaires à l'ère de la numérisation.